



LES MILLIARDS POUR LES ULTRA-RICHES... ... LA VIE CHÈRE, LES LICENCIEMENTS ET LES SERVICES PUBLICS CASSÉS POUR NOUS ?

CE MONDE-LÀ, ON N'EN VEUT PAS !

CONTRE MACRON ET LE CAPITALISME, UNISSONS-NOUS !

Le monde entier est secoué par la guerre menée en Palestine. Une guerre de plus, qui détruit des milliers de vies et aggrave l'instabilité du capitalisme déjà ressentie par la majorité d'entre nous. Les relations internationales continuent de s'envenimer.

Alors, Macron accélère la casse des droits des travailleurs pour les intérêts immédiats des capitalistes français et tenter de conserver une position en tant que force impérialiste internationale.

STOPPER LES ATTAQUES DE MACRON

Chaque mesure prise par le gouvernement aggrave la catastrophe sociale, les inégalités et les violences. Le budget 2024, discuté en cette fin d'année au parlement, met le camp présidentiel en difficulté. Sans majorité, il multiplie les 49-3. La dette publique a dépassé les 3 000 milliards d'euros. Macron tape toujours sur les mêmes en limitant au maximum les dépenses publiques tout en favorisant les grands groupes capitalistes.

C'est l'objectif notamment de France

Travail : obliger les travailleurs à accepter n'importe quel emploi sous peine de suspension des indemnités afin d'offrir aux capitalistes une main-d'œuvre flexible et à moindre coût. Darmanin, et sa loi asile-immigration, surfe sur le racisme pour nous diviser et faciliter l'expulsion des étrangers, avec ou sans papiers. À cela s'ajoute le prétexte de non-respect « des valeurs de la république ». Mais de quelles valeurs parle-t-il ? Pas celles des travailleur-ses, les nôtres, qui sont la solidarité et l'entraide !

Comme il n'a pas de soutien pour mener sa politique, le gouvernement renforce son autoritarisme. Il poursuit ainsi sa contre réforme de l'Éducation, avec le « pacte enseignant » et affiche une idéologie vantant la culture militaire à l'école avec le SNU ou le label « classe et lycées engagés ».

EN FINIR AVEC LE CAPITALISME !

Il ne faut pas croire, les capitalistes n'ont pas confiance dans leur système. Ils craignent aujourd'hui que la guerre

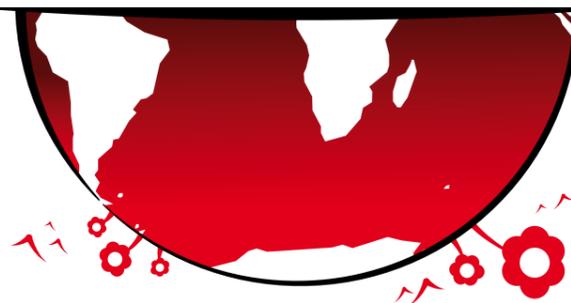
au Proche-Orient ne s'étende. Les budgets militaires sont au plus haut depuis les années 1960, revus partout à la hausse. La Russie a voté une hausse de 68% de ses dépenses militaires !

Il n'y a que notre lutte qui peut stopper les attaques de Macron et nous permettre de changer toute la société. Refusons de nous laisser écraser par le capitalisme et ses poussées guerrières ! Pour cela, il faut s'organiser à tous les niveaux dans nos lieux de travail, d'étude, de vie... pour construire un mouvement de masse et discuter d'un véritable programme anticapitaliste de défense des intérêts de la classe des travailleurs et de la population.

La Gauche Révolutionnaire milite pour développer un tel mouvement en France et mondialement en renversant le capitalisme, avec notre Internationale, le CIO. Nous luttons pour le socialisme, afin que l'économie soit en propriété publique, démocratique ; pour permettre de satisfaire les besoins de toutes et tous et vivre en paix. Rejoins-nous pour développer cette lutte révolutionnaire !



**CHANGEONS
LE MONDE !**



**CONTRE LE CAPITALISME,
LUTTONS POUR LE SOCIALISME !**



**HALTE À
LA GUERRE
ISRAËL-
GAZA !**

PAGE 2



**NUPES : SUITE ET FIN...
DE QUELLE UNITÉ
AVONS-NOUS BESOIN ?**

PAGE 3



**VIOLENCES FAITES
AUX FEMMES :
OÙ EST L'ARGENT ?**

PAGE 5

STOP À LA GUERRE ISRAËL-GAZA

QUI PEUT ARRÊTER LA GUERRE ?



■ YOHANN BIS

Dans tous les pays du monde, devant les milliers de pertes humaines, des mobilisations se développent, désormais massives.

LA SOLIDARITÉ OUVRIÈRE INTERNATIONALE DOIT SE DÉVELOPPER

À Gaza la population est coincée entre le blocus total et les bombes, et même les exodes vers le sud de la Bande sont bombardés. L'aide humanitaire dont dépend plus de 80% de la population est insuffisante. Pas d'eau, pas d'électricité : plus de 2 millions de personnes, dont la moitié sont des enfants, n'ont aucune perspective dans cette prison à ciel ouvert.

Cette situation révolte le monde entier. Les mobilisations massives, de Londres au Caire, sont essentielles pour mettre la pression contre la guerre. Dans le même temps, il faut que les organisations ouvrières du monde entier réactivent tous leurs liens et réseaux internationaux et apportent ainsi un soutien concret entre syndicats, fait d'aide humanitaire ou encore de refus de charger les cargaisons militaires.

LA POLARISATION DE LA SOCIÉTÉ ISRAËLIENNE

De l'autre côté, en Israël, la contestation contre Netanyahu,

très forte depuis janvier 2023, (avec des centaines de milliers de personnes dans la rue et des journées de grève générale) a été mise en pause par les attaques du Hamas le 7 octobre.



Seul un mouvement de masse unifié pourra les dégager, instaurer le pouvoir des peuples en Palestine et en Israël et la réelle autodétermination des peuples.

Mais les manquements liés aux renseignements, à la protection des civils, ou à l'intervention des secours ravivent la colère. Netanyahu proclame que « le peuple et sa direction sont unis » mais c'est faux. La rage contre son gouvernement est forte et la compréhension qu'il est responsable gagne du terrain. Selon un sondage, 56% de la population estime que Netanyahu devrait démissionner. Même si elles sont fortement réprimées, des manifestations contre la guerre reprennent en Israël même. C'est un début.

SEULS LES TRAVAILLEURS ET LES POPULATIONS PEUVENT FAIRE CESSER LA GUERRE !

Les capitalistes, les réactionnaires et les nationalistes ne peuvent pas apporter une véritable paix avec des droits pour tous car ils fondent leur existence sur cette situation et l'alimentent. La majorité des peuples veut pouvoir vivre sans craindre pour leur sécurité, qu'ils soient arabes, bédouins ou israéliens.

Pour arrêter Netanyahu et ses alliés, mais aussi pour contester au Hamas ou à d'autres réactionnaires, la direction de la lutte pour les droits des Palestiniens, les travailleurs et les jeunes sans distinction doivent s'organiser. Seul un mouvement de masse unifié pourra les dégager, instaurer le pouvoir des peuples en Palestine et en Israël et la réelle autodétermination des peuples. Il faut virer les gouvernements qui ne défendent pas nos intérêts et maintiennent le chaos quelque soit le nombre de vies perdues.

Manifestons massivement contre la guerre et pour l'unité de tous les opprimés contre le capitalisme, le racisme et l'antisémitisme. On peut tous, ici et là-bas, jouer un rôle en luttant contre la guerre sur un programme qui défend les intérêts des populations et non des capitalistes.

30 ANS APRÈS LES ACCORDS D'OSLO, QUELLE SOLUTION AUJOURD'HUI ?

■ VP

La situation actuelle est complexe et semble même sans solution. Il y a des intérêts politiques et économiques bien tangibles que les horreurs de la guerre et de la terreur ne doivent pas faire oublier.

LA CRÉATION D'ISRAËL : UNE QUESTION POLITIQUE ET NON RELIGIEUSE

La création d'Israël en 1948 découle de la colonisation, quand les impérialistes britanniques et français, à la suite de la Première Guerre mondiale, se partagent l'Empire Ottoman dont la Palestine. C'est encore aujourd'hui un enjeu économique et politique pour les impérialistes occidentaux, surtout pour sa position géostratégique. Ils cherchent donc à assurer des conditions politiques assez stables pour préserver les intérêts économiques des capitalistes.

Depuis la Nakba (la « catastrophe », en arabe), en 1948, les Palestiniens, expulsés de leurs terres, se retrouvent isolés entre Gaza et la Cisjordanie, ou réfugiés. La classe dirigeante israélienne, depuis Ben Gourion, a organisé une colonisation brutale, justifiée alors, auprès des Israéliens par la promesse de sécurité et de prospérité. Mais cette période est finie. La pauvreté s'est développée en Israël, la colonisation étendue ghettoïse davantage les territoires palestiniens ainsi que la ségrégation contre les arabes d'Israël.

L'ÉCHEC DU NATIONALISME ET DE L'OLP

Depuis des décennies, les nationalistes arabes au pouvoir dénoncent l'impérialisme, mais ce ne sont que des mots. Ils ne veulent pas s'en prendre au capitalisme, dont ils profitent. Ils craignent aussi qu'une lutte victorieuse en Palestine n'encourage les populations du Proche Orient à se débarrasser de leurs dirigeants corrompus.

En Palestine, les organisations qui formaient l'Organisation de Libération de la Palestine (OLP), même celles se revendiquant du marxisme, ont rejoint l'approche nationaliste et l'acceptation du capitalisme, défendant l'idée fausse qu'un État palestinien démocratique pouvait être construit sous le capitalisme. Leur stratégie a été de chercher la reconnaissance

des impérialistes pour négocier au nom du peuple palestinien. Ils ont empêché l'organisation propre des masses et la construction de liens avec les travailleurs d'Israël contre le capitalisme et l'impérialisme. Les trahisons de ces organisations ont été utilisées par la bourgeoisie israélienne qui ne cesse de renforcer la colonisation et la répression dans les territoires occupés depuis 1967.

1987, LA PREMIÈRE INTIFADA : UNE LUTTE DE MASSE POUR LA LIBÉRATION DE LA PALESTINE

L'intifada (le « soulèvement » en arabe) a été principalement menée par des comités de lutte qui, en plus de l'organisation de la lutte, ont développé des écoles, des soins médicaux et l'aide alimentaire. Le mouvement se distinguait par une approche de la lutte qui la considérait comme étant celle de toute la communauté, donc sans recours aux armes contre les civils ; conscients que cela entraînerait un bain de sang et empêcherait le soutien qui existait dans la gauche israélienne et dans le monde.

D'ailleurs, les fondamentalistes religieux se sont retrouvés isolés car l'organisation démocratique et de masse ne laissait pas d'espace pour leur programme réactionnaire. L'OLP participa au mouvement, l'utilisant pour appuyer des négociations avec les impérialistes, qui aboutirent aux faux accords de « paix » négociés en secret : les accords d'Oslo.

La violence avec laquelle l'État d'Israël a répondu à cette révolte est à la hauteur des craintes des classes dirigeantes que ce mouvement n'obtienne trop de soutien, en Israël et dans la région.

OSLO, CAMP DAVID... DES ACCORDS PAR LES IMPÉRIALISTES POUR LES IMPÉRIALISTES !

Ces accords ne répondront aucunement aux attentes de l'Intifada. Au contraire : le contrôle sur Gaza et la Cisjordanie est encore renforcé, avec la construction des murs et le blocus. Une Autorité Palestinienne est créée. Elle devient seul interlocutrice d'Israël et des impérialistes et l'alliée qui collabore avec l'État israélien, y compris aujourd'hui. Elle met en place un système de taxes et de monopoles (vente de cigarettes, farine, ciment etc.) et la privatisation de certains secteurs comme l'eau et l'électricité (gérés par le groupe français

Bolloré Vivendi).

Le renforcement de la colonisation alliée à la corruption de l'Autorité Palestinienne renforcent les fondamentalistes et le Hamas en particulier. D'autant plus que Netanyahu, Premier ministre trois ans après les accords d'Oslo, développe une doctrine de militarisation et de poursuite de la colonisation en Cisjordanie. Son objectif : s'assurer qu'aucun processus de paix ne pourra aboutir. Le Hamas, lui, veut garder son pouvoir en soumettant les Palestiniens à une « loi islamique » rétrograde. Il est encore plus opposé à la lutte des classes qu'à l'impérialisme. En Israël, la lutte contre le Hamas est utilisée pour créer une « unité nationale », mettant de côté les problèmes sociaux internes.

VERS UNE NOUVELLE RÉVOLTE DE MASSE DES PALESTINIENS !

En 2018, la « Grande Marche du Retour » a montré que, malgré l'écrasement militaire, les Palestiniens peuvent encore se révolter. Mais sans parti indépendant avec un programme de lutte contre le capitalisme et la colonisation, ce sont les réactionnaires islamistes et leur terreur qui dominent.

Le massacre de civils israéliens le 7 octobre avait pour but d'éloigner davantage toute possibilité de lutte conjointe entre Palestiniens et travailleurs israéliens, alors même que la situation de faiblesse de Netanyahu en ouvrait la possibilité. Ce n'est ni l'ONU, qui ne sert qu'à concilier les intérêts des différents capitalistes, ni une autre conférence internationale qui apporteront la paix dans la région.

Les Palestiniens ont le droit d'avoir leur propre État s'ils le souhaitent. Mais aucun État n'est viable s'il est en permanence attaqué et appauvri par la colonisation. De la même manière, la situation actuelle ne peut qu'installer la guerre dans la durée. Pour les Israéliens, la grande majorité n'aura pas de vie correcte tant que persistera cette situation.

Il y a assez de richesses pour fournir à tous les habitants de la région des conditions de vie dignes. Mais pour cela il faudra débarrasser la région des intérêts des groupes capitalistes, du militarisme de l'État d'Israël pour que les peuples de la région puissent déterminer eux-mêmes leur avenir. Pour une Palestine socialiste et un Israël socialiste au sein d'une fédération socialiste et démocratique de la région !

CLAP DE FIN POUR LA NUPES : DE QUELLE UNITÉ AVONS-NOUS BESOIN ?

■ MATTHIAS LOUIS

La NUPES a été une alliance électorale, un assemblage de revendications minimales. De nombreux désaccords programmatiques de fond sur l'Europe ou le refus de renationaliser existaient.

À une échelle large, cela a répondu au besoin d'unité et à l'envie de mettre une claque à Macron, en l'empêchant d'avoir une majorité. Mais le « programme », très limité, ne remettait pas du tout en cause le système capitaliste. Il n'a pas permis de faire reculer le vote RN ou l'abstention chez les travailleurs, ni encourager à s'organiser pour gagner contre Macron.

UNE ALLIANCE ÉLECTORALE FRAGILE

Le bon score de Mélenchon à la présidentielle a contraint le PS, le PCF et EELV à faire la NUPES pour avoir des députés. Mais leurs dirigeants n'ont pas digéré de devoir suivre LFI. À la base, l'union promise ne s'est pas faite non plus. Aux législatives, dans bien des endroits, l'activité NUPES, c'était avant tout le fait de LFI. Dans le mouvement contre la casse des retraites, la NUPES ne s'est pas posée en alternative alors que le gouvernement était remis en cause. Il n'y a guère qu'à l'Assemblée qu'il y a eu un travail commun.

Dès que « la vieille gauche » en a eu l'occasion, elle a éjecté LFI – aux sénatoriales, en l'excluant de leur accord. Aux européennes, logiquement, chacun partira seul, pour jauger ses voix, mais aussi en raison des



désaccords profonds sur l'UE. Roussel, pour le PCF, mais aussi le PS et EELV ont participé aux campagnes contre Mélenchon et LFI, que ce soit sur les violences policières, mobilisations environnementales et maintenant des calomnies sur une prétendue « ambiguïté » sur le Hamas... La méthode est ignoble et c'est le prétexte rêvé pour se séparer.

QUE FAIRE DE L'ÉCHEC DE LA NUPES ?

L'échec de la NUPES est perçu comme une défaite par un certain nombre de jeunes et de travailleurs, surtout parce que cela acte le divorce des deux forces les plus militantes que sont le PCF et LFI. Il faut tirer les leçons pour clarifier notre programme et renforcer le camp des travailleurs.

La direction du PCF a voté une résolution qui acte « l'impasse » de la NUPES et propose une autre alliance de « la gauche ». Si cela voit le jour, ce sera avec le PS et EELV, et sur leurs bases

politiques, alors qu'ils mènent ou accompagnent des politiques contre les travailleurs, que ce soit sous Hollande ou depuis plus de 30 ans dans les villes et départements : non merci !

Des dissensions existent : un nouveau mouvement, Alternative communiste, a été lancé par le maire de Gennevilliers, des députés communistes refusent pour l'instant de quitter la NUPES et les militants ne sont pas tous d'accord. Le PS a stoppé sa participation à la NUPES à l'Assemblée et des écologistes l'ont quittée. Tous sont néanmoins très embêtés de voir Mélenchon et LFI toujours en tête de la gauche dans les sondages.

LA NÉCESSITÉ D'UN NOUVEAU PARTI DE MASSE DES TRAVAILLEUR-SES POUR LE SOCIALISME

Le succès de LFI a reposé sur une politique de rupture avec le PS et ses alliés de gouvernement. Dans ce sens, le programme de

la NUPES a été un recul dans la clarification politique à gauche.

Ni le Front de Gauche, qui a été un cartel d'organisations piloté par le haut, ni le NPA qui s'est isolé et a périclité, ni la FI, n'ont voulu que de larges couches de travailleurs s'organisent et soient maîtres de leur organisation et votent le programme.

Ce dont nous avons besoin, c'est de nous organiser et renforcer notre classe pour combattre la politique de Macron. L'unité doit se faire à la base, dans un parti large et ouvert, démocratique, qui regroupe les différentes sensibilités, agit et construit ensemble. Pour cela, il faut un programme qui défend les intérêts de la classe des travailleurs comme socle. Un programme qui ne se contente pas d'un langage anticapitaliste vague, mais qui fixe comme objectif la société socialiste : où les travailleur-ses sont aux manettes, par la nationalisation des principaux secteurs de l'économie, dans le but de satisfaire les besoins de tous.

LA FRANCE INSOUmise : ON FAIT QUOI MAINTENANT ?

■ LEÏLA MESSAOUDI

La France Insoumise est la force politique de gauche d'opposition à Macron. La NUPES a dominé toute l'apparition FI, en particulier dans les mobilisations des retraites. La FI a fait l'erreur de s'effacer alors que des centaines de travailleurs auraient pu rejoindre une force de lutte contre Macron.

Le 16 décembre 2023 se tiendra l'assemblée représentative des groupes d'actions (GA), avec un-e animateur-riche tiré-e au sort par département. Mais c'est un non-événement politique, car l'essentiel de la stratégie politique et des choix de la FI sont faits ailleurs, décidés dans une sorte de pseudo-consensus entre

les députés, leur bureau politique et Mélenchon et son entourage. Tout ceci est très opaque. Il n'y a aucun compte-rendu des discussions et décisions de la « coordination des espaces » de la FI, censée se réunir chaque mois. Des réunions en ligne des animateurs de GA avec des points politiques ont lieu, mais sans possibilité d'échanger. Des figures connues de la FI affichent publiquement leurs désaccords, sans que les insoumis-es ne sachent si ce sont de vrais désaccords ou des choix politiques/carriéristes.

ORGANISER CEUX QUI VEULENT LUTTER

Le mouvement de JLM veut incarner un projet politique contre la politique de Macron et pour

une autre société que le système capitaliste. C'est ce qui anime bon nombre d'insoumis et qui explique pourquoi, à la Gauche révolutionnaire, nous participons et y proposons une analyse marxiste et un programme pour le socialisme, depuis 7 ans.

La période très instable soumet les forces politiques à des tests de survie, la FI également. Or, son programme politique centré sur des victoires électorales pour gagner est inopérant surtout quand il se heurte à la

réalité de la lutte des classes, la violence des capitalistes et du gouvernement. La forme d'organisation, où les insoumis ne peuvent pas vraiment décider, affaiblit le mouvement.

La FI devrait faire un choix radical : créer une nouvelle force politique, un parti qui organise celles et ceux qui veulent lutter contre les Macron et Le Pen ; contre le racisme, les guerres et le capitalisme, et appeler tout le monde à les rejoindre.



LA SURENCHÈRE RACISTE, L'ARME D'UN GOUVERNEMENT EN CRISE

Macron et son gouvernement enchaînent les saillies racistes. On se souvient des déclarations atterrantes suite à la mort de Nahel, de la polémique sexiste et islamophobe sur l'abaya... Avec la guerre de Gaza, nouveau déchaînement, nouveau pic de ridicule. Pascal Perri – un pseudo-expert sans intérêt habitué de LCI – nous parle d'« antisémitisme cous-cous », Darmanin s'acharne sur Benzema, l'accuse de soutenir les Frères musulmans... parce qu'il n'aurait pas fait de tweet en soutien à Israël. La sénatrice LR Valérie Boyer a même proposé de lui retirer sa nationalité !

Le gouvernement sait qu'il n'a aucune base populaire. Il ne lui reste plus qu'à chercher à diviser l'opposition et détourner la colère, d'où la propagande raciste sans aucun

frein, et à renforcer le dispositif sécuritaire. L'interdiction des manifestations en soutien à la Palestine en est un exemple.

La loi Darmanin est une suite logique de ce racisme gouvernemental et de cette débauche sécuritaire : elle vise à faciliter les décisions arbitraires, au faciès, la privation de liberté et l'expulsion de personnes, même en situation régulière... à faire se « tenir tranquille » la population d'origine immigrée, en somme. Les travailleurs et les jeunes doivent refuser toutes les combines du gouvernement qui pourraient les diviser. Même lorsque l'on n'est pas personnellement concerné-e, une attaque sur une minorité ne fait que préparer le terrain à des attaques sur l'ensemble de la population.

■ CONNOR

NON À LA RÉPRESSION DE NOS MANIFS ! POUR LE DROIT DE MANIFESTER !



Dans ce pays où la bourgeoisie chante à l'unisson les droits de l'Homme, les valeurs républicaines et les libertés individuelles, le droit de manifester est désormais interdit et remis en cause. Le gouvernement veut étouffer l'émotion et la colère contre les massacres à Gaza commis par le gouvernement d'extrême-droite d'Israël. La manifestation du 28 octobre dernier à Paris a fini en nasse par la police... 1356 manifestants ont reçu une amende de 135€ pour avoir exprimé leur solidarité au peuple palesti-

nien. C'est une honte !

La France est l'un des seuls pays en Europe à interdire les mobilisations en soutien au peuple palestinien. Des supporters du Liverpool FC ont exprimé leur soutien au peuple palestinien, les manifestations à Londres rassemblent des centaines de milliers de personnes... Nous contestons ces interdictions et exigeons la liberté de manifester ! Contre le racisme, l'antisémitisme et la haine des musulmans !

■ LÉON R.

PAS DE NOËL POUR LES TRAVAILLEURS ?

À l'approche de Noël et des fêtes de fin d'année, la machine capitaliste est en marche pour nous expliquer que la vie est belle, qu'il faut se faire plaisir. Seulement les salaires n'ont pas augmenté autant que les prix et c'est plutôt des frigos vides qu'on aura à la fin décembre.

LA FÊTE, ELLE EST CHEZ EUX, PAS POUR NOUS !

Eux, ils engrangent des bénéfices et profitent du fruit de notre labeur avec la bénédiction du gouvernement, qui nous explique qu'il faut se serrer la ceinture et faire des efforts. Bernard Arnault, un des capitalistes les plus riches du monde, qui a gagné énormément d'argent depuis le covid, ne fait visiblement pas les mêmes efforts que nous. Au contraire, il s'achète la bonne considération de la presse bourgeoise avec un don

aux Restos du cœur. Comme il n'est pas question que les capitalistes paient plus d'impôts, le gouvernement nous fait payer l'addition et prévoit de la casse dans les services publics et les associations !

LUTTONS POUR UNE HAUSSE MASSIVE DES SALAIRES !

Profitons de cette période pour engager la bataille pour une hausse des salaires immédiate, des embauches partout où c'est nécessaire, et reprenons ce qu'on nous a volé ! Ce sont les discours que nous devons marteler partout et mettre en avant dans nos lieux de travail, nos syndicats et... dans nos repas de familles. C'est en discutant entre nous que nous pourrions faire grandir l'idée d'une lutte puissante et victorieuse contre ce gouvernement et ces grandes entreprises qui nous exploitent !

RAFLATAC EN LUTTE CONTRE LES LICENCIEMENTS

La direction de l'usine papetière, proche de Nancy, a décidé de supprimer un tiers des emplois (soit 64) et de délocaliser une partie de la production en Pologne, où en réalité le coût de production ne serait que très légèrement inférieur à celui de Raflatac. Clairement, la direction d'UPM-Raflatac a décidé de fermer le site, à plus ou moins longue échéance.

Une première journée de grève a eu lieu. Mais pour donner des perspectives de maintien des emplois aux travailleurs et travailleuses du site, il va falloir mobiliser au-delà des portes de l'entreprise : informer et mobiliser la population de cette ban-

lieue de Nancy, qui a subi un grand nombre de fermetures d'usines, et aller à la rencontre des salarié-e-s des autres entreprises de la zone industrielle.

Avec les signes de ralentissement économique, les licenciements et des fermetures de sites risquent de se multiplier à nouveau. Les organisations syndicales doivent mobiliser en unifiant les luttes contre les licenciements autour de mots d'ordre simples : non aux licenciements, nationalisation des entreprises qui licencient sous contrôle et gestion des travailleurs et des travailleuses.

■ YANN VENIER

SNCF : VICTOIRE DES CONDUCTEURS SUR MENACE DE GRÈVE

Chaque année les directions de la SNCF poussent dans le même sens : augmenter le temps de travail, réduire les « coûts ». La variable d'ajustement la plus facile (pour eux) c'est la masse salariale, et donc nos salaires.

Face aux projets de roulement (planning des conducteurs) parfois illégaux et qui détruisent nos conditions de travail et de vie, et face au mépris de la direction qui ne voulait pas rencontrer les syndicats, les conducteurs ont posé massivement (près de 75 %) leur grève pour le week-end du 4 et 5 novembre à l'appel de la CGT et SUD en ex-Haute-Normandie. Face à cette menace de grève, la direction a lâché un

certain nombre de gains pour les conducteurs en terme de temps de travail. La grève a donc été levée, mais tout n'est pas réglé. La semaine du 6 novembre est cruciale puisque les négociations continuent. Les conducteurs sont prêts à se mettre massivement en grève pour garantir de bonnes conditions de travail, de vie et de rémunération. Si la direction accepte les remontées des syndicats et des commissions-roulements, alors il n'y aura pas grève (du moins pas sur les roulements spécifiquement), si la direction ne cède pas, alors il faudra que les conducteurs se réunissent pour décider des modalités de la grève.

■ PEM

DES SYNDICATS COMBATIFS POUR ORGANISER LA COLÈRE SOCIALE

■ MATTHIAS LOUIS

L'inflation continue et nous plonge davantage dans la galère en accélérant la descente des salaires vers le SMIC. En plus, on nous demande de faire toujours plus avec moins de moyens et de postes. Ça ne peut plus durer !

La lutte paie et peut gagner lorsqu'elle est majoritaire et déterminée. Par exemple chez Vertbaudet, les ouvrières ont gagné en moyenne 100€ nets et l'embauche de 30 CDI. Mais pour cela, nous avons besoin de syndicats combattifs partout. Il y a trop de syndicats d'entreprises ou d'unions locales qui sont entrés dans une mollesse et une routine qui ne répond pas à l'urgence. Les délégués et représentant syndicaux doivent être militants et se bouger dans l'intérêt des travailleur·ses avec l'appui de leur syndicat. Comme cela, il sera possible de syndiquer davantage et d'avoir une base plus large pour mobiliser et arracher des augmentations de salaires.

Après le mouvement sur les retraites, les luttes se sont plus

concentrées sur les salaires et conditions de travail. Pour autant, la situation sociale dans laquelle nous nous trouvons est le fruit de l'économie capitaliste dont Macron et son gouvernement sont les représentants. La crise, l'inflation et les licenciements c'est eux ! Et ils continuent de nous attaquer avec des lois racistes pour nous diviser ou en mettant en place le travail forcé pour les privés d'emplois. Si on veut stopper toute cette politique alors il faudra un mouvement de grève de masse. Il faut donc déjà faire avancer le rapport de force national et interprofessionnel.

Les directions syndicales n'ont proposé que la date du 13 octobre avec peu de préparation et surtout sans perspective. Le rôle des syndicalistes combattifs est d'obtenir des directions un plan de bataille et de lutter dans les centrales syndicales pour qu'elles soient démocratiques. C'est aussi de lutter pour l'unité de la classe ouvrière dans un front uni des syndicats avec les partis qui défendent les travailleur·ses, pour représenter une réelle alternative de lutte à Macron !



Grève du 13 octobre 2023 à Paris

CONTRE LA GUERRE, QUE PEUVENT FAIRE LES SYNDICALISTES ?

Les organisations syndicales signent désormais de nombreux appels contre la guerre dans lesquelles les dirigeants syndicaux se contentent de relayer les positions de l'ONU, appelant Macron à porter la « voix de la paix ». La Confédération Européenne des Syndicats appelle l'Europe à jouer la carte de la paix, renvoyant dos à dos le massacre perpétré par le Hamas et le massacre de la population civile de Gaza par l'armée israélienne pour justifier de ne rien faire. Ces positions sont erronées. Elles ne se distinguent pas des positions des gouvernements capitalistes. Or la paix ne viendra pas des Macron & Cie. Les syndicalistes ont un rôle

central pour stopper la guerre en adoptant une orientation indépendante de classe face aux capitalistes. 40% de l'armement israélien vient d'Europe. Les travailleurs peuvent bloquer la fabrication et l'envoi des armes destinées à Israël. Des syndicats aux US et Irlande du Nord ont déjà cette démarche.

Il faut des motions dans tous les syndicats en faveur d'une campagne active internationaliste contre la guerre, contre le racisme et l'antisémitisme. Les syndicats doivent soutenir tout mouvement de masse des travailleurs qui permettrait de s'unir contre les politiques guerrières impérialistes.

■ MATHIEU JARDIN

VICTOIRE ÉCLAIR DES TRAVAILLEURS SANS-PAPIERS !

■ BONAVENTURE

Dimanche 15 octobre, en AG à la CGT de Montreuil, plus de 500 travailleurs sans papiers ont voté à l'unanimité la grève avec occupation à partir du mardi 17, et ce, jusqu'à ce que tous obtiennent leur régularisation par les préfetures d'Île-de-France. Le mardi 17 octobre au matin, 35 équipes ont pris position à l'intérieur des agences d'intérim qui servent de couverture aux entreprises pour faire travailler des sans-papiers sans en avoir la responsabilité juridique.



Rungis, 17 octobre 2023

Le soir même, deux tiers des grévistes avaient obtenu leur CERFA et attestation de concordance pour ceux qui travaillent sous alias. Rien qu'à l'agence Adecco de Rungis, 98 grévistes ont occupé l'agence avec une organisation très minutieuse. Des balais, serpillières, pou-

belles avaient été achetées pour maintenir le lieu en l'état. Les grévistes avaient une caisse de grève qui permettaient de tenir plusieurs semaines pour pouvoir acheter de la nourriture, et des responsables étaient élus pour gérer la cuisine. Des sacs de couchage ont été commandés

pour ceux qui n'en avaient pas. Résultat, à 20 h, un protocole de fin de conflit était signé, validant la demande d'autorisation de travail et la promesse d'être repris en contrat de mission pour tous ceux qui étaient en intérim au cours du mois de septembre. Le lendemain, tous les grévistes des piquets qui ont obtenu l'autorisation de travail sont restés solidaires en allant soutenir les grévistes dont les patrons refusaient de prendre leur responsabilité.

C'est cette solidarité de classe qui a fait plier tous ces patrons voyous de l'intérim en une semaine. En se serrant les coudes, ils ont gagné le poing levé !

ÉDUCATION : VERS UNE GRÈVE NÉCESSAIRE EN NOVEMBRE !

■ LC

La situation dans l'Éducation est encore un peu plus dégradée : classes toujours surchargées, accompagnement des élèves en situation de handicap réduit à peu de chose, moyens pour lutter contre l'échec scolaire toujours inexistant ou presque... Faute d'un véritable plan massif de recrutement de personnels enseignants, AED, AESH, administratifs, etc. rien ne va dans l'Éducation nationale. De

plus, les personnels prennent de plein fouet l'inflation farouche. Les plus touchés sont les plus précaires, et notamment les AESH, mais de plus en plus titulaires tirent la langue pour finir le mois. La colère est importante et renforcée par le sentiment d'une réforme des retraites combattue et passée en force. Gabriel Attal l'a bien perçu, et devant l'échec du « pacte » (remake du « travail plus pour gagner plus »), il tente de déminer la situation en versant une prime aux plus bas salaires.

La colère n'a pas débouché sur une journée de grève en octobre, en raison sans doute de l'appel interprofessionnel du 13 octobre qui a finalement freiné la construction d'une mobilisation. Mais des signes encourageants ont eu lieu. Le 3 octobre, la grève des Accompagnants d'élèves en situation de handicap a été réussie et le 13, il y a eu quelques foyers de mobilisation, beaucoup d'interrogations sur l'intérêt d'une journée qui n'a pas vraiment pris, mais des grévistes un peu partout. Cette envie réfrénée de lutter montre les possibilités d'une

forte journée de grève dans l'Éducation, et peut être d'un mouvement de grève fort. Depuis le 13 octobre, la question d'une grève Educ autour de la semaine du 20 novembre est en débat au niveau intersyndical. Elle serait plus que légitime et pourrait être très suivie, à condition que les personnels aient le temps de se mobiliser et de préparer cette grève pour qu'elle permette d'avancer vers la construction d'un véritable mouvement d'ampleur dans l'Éducation, à même de se lier à d'autres secteurs professionnels en lutte dans la même période.

25 NOVEMBRE : ARRACHONS LES MOYENS POUR LUTTER CONTRE LES VIOLENCES FAITES AUX FEMMES !

■ MARIE

Cette année encore, le gouvernement refuse de fournir les moyens nécessaires pour lutter contre les violences faites aux femmes en dépit des déclarations de principes de Macron.

Ce refus d'investir se traduit dans une bien plus mauvaise prise en charge des victimes que ce soit les refuges, les soins, la justice... Le budget moyen par victime a baissé de 26 % depuis 2018. Le gouvernement fournit 184 millions d'euros alors que les besoins minimaux sont d'au moins 2,4 milliards d'euros. Le gouvernement choisit délibérément de refuser d'allouer des moyens, en s'en remettant aux collectivités territoriales, connaissant

les conséquences néfastes sur la Santé publique, qu'il a continuée à casser malgré la Covid 19. C'est une politique violente en tous points contre laquelle nous devons toutes et tous lutter.

Si la parole s'est libérée, elle ne peut à elle seule changer les choses tant que les moyens ne suivent pas. Pour cela il nous faudra lutter pour des services publics avec des moyens répondant aux besoins, dont ceux des femmes victimes de violences, ce que les travailleurs des secteurs publics peuvent arracher.

Mais si l'on veut enfin en finir avec la violence contre les femmes, il faut aller à la source du problème : le capitalisme et la violence avec laquelle il se maintient. Que ce soit la Commune de Paris de 1871 ou la Révolution russe de 1917, de grandes avancées pour les



femmes ont été obtenues par ces luttes révolutionnaires, unifiant massivement travailleuses et travailleurs. Partout où le capitalisme a été réintroduit, les femmes en ont doublement souffert.

Les travailleuses et travailleurs, dans leurs syndicats, en militant pour de meilleurs salaires, de meilleures conditions de travail et en luttant contre les

violences faites aux femmes sur les lieux de travail construisent un outil parmi les plus puissants pour améliorer le sort des femmes. Déjà dans l'histoire, les travailleuses ont mené des luttes syndicales victorieuses contre le harcèlement sexiste et sexuel de leurs patrons et supérieurs, ce qui a grandement amélioré la condition des femmes.

FRANCE TRAVAIL : LA LUTTE CONTRE LES CHÔMEURS PLUTÔT QUE LE CHÔMAGE

■ YANN VENIER

Depuis plusieurs décennies, de réforme en réforme, la gestion du chômage s'est faite au détriment des privé·e·s d'emploi et au bénéfice des entreprises. Un seul leitmotiv : obliger les chômeurs à accepter n'importe quel emploi à n'importe quelles conditions salariales en dégradant l'indemnisation et accroissant le contrôle des privé·e·s d'emploi. Avec France Travail, le gouvernement entend continuer à faire pression sur les salaires.

Une autre face de cette attaque

en règle et permanente a été le démantèlement du service public de l'emploi, sa privatisation larvée, et la libéralisation du marché de l'emploi. La création de Pôle emploi, par la fusion des ASSEDIC et de l'ANPE au début des années 2010 par Sarkozy, a été une étape. La mise en place de France-travail (FT) en est une nouvelle, en créant un « écosystème », le « Réseau pour l'emploi » intégrant, en plus de Pôle emploi (FT), des Missions locales (FT jeunes) et Cap emploi (FT Handicap) les opérateurs privés du marché de l'emploi et, pire encore, les entreprises d'intérim !

L'objectif ? Certainement pas de s'attaquer au chômage et à la misère, qu'il induit généralement, comme ont pu le crier Macron et Borne. Ils n'en ont rien à faire des privé·e·s d'emploi : dans le projet de finances pour 2024, ils retirent 1 milliard d'euros pour l'aide au retour à l'emploi. Le capitalisme a trop besoin de cette « armée de réserve », comme la définissait justement Karl Marx. France travail, c'est toujours plus de pression sur les privé·e·s d'emploi pour faire baisser les salaires et faire du chômage un marché juteux pour les opérateurs privés.

Le projet de loi était déjà une

dégueulasserie capitaliste, le « travail » parlementaire l'a rendu encore plus exécrable avec les amendements de la droite (LR) et le soutien actif du RN : exit les devoirs des opérateurs envers les usagers (seul·e·s les privé·e·s d'emploi ont des devoirs !), exit le contrôle de la légalité des offres d'emploi. L'obligation d'avoir une activité de 15h pour toucher le RSA devient une obligation avec un *minimum* de 15h, non-plafonné, mais assez flou pour être étendu à terme à tous les inscrits à France Travail, donc aussi à celles et ceux percevant l'allocation de retour à l'emploi (indemnisation chômage).

INCENDIE DES IMMEUBLES AMIANTÉS DES PÉPINIÈRES À ROUEN : UNE LUTTE S'ENGAGE

■ PEM

Insalubrité, risques élevés d'incendie, amiante... les raisons étaient nombreuses pour détruire les immeubles « verre et acier » du quartier de Pépinières à Rouen, et pour les remplacer par des logements décents et publics à loyer modéré pour les habitants du quartier ! Malgré les promesses de gérer la démolition et de faire reconstruire, la mairie (PS à l'époque et aujourd'hui encore) a choisi... de ne rien faire. Des appels d'offre ont été ouverts pour que le privé prenne le relais « parce que ça coûte trop cher ».

Par contre, pour construire une école privée à Rouen (ICP),

la métropole, la région et la mairie ont trouvé 11 millions. Tiens c'est marrant, ça aurait coûté 10 millions de désamianter et démolir les Pépinières, mais pour démanteler les ruines amiantées dans les quartiers populaires « c'est trop cher ».

ASSEZ DE LA GESTION PAR LE FRIC DE L'IMMOBILIER !

Les habitants du quartier se doutaient qu'un événement comme ça pouvait se produire. Alors ils s'organisent. Un collectif a vu le jour pour d'abord imposer à la mairie de détruire les immeubles encore debout, véritables dangers publics. Il s'agit aussi de remettre sur la table quoi



faire de ce terrain de 2,8 hectares (école, espaces verts, aire de jeux, logement publics...).

La gestion comptable de la mairie PS a été désastreuse, à

l'inverse des intérêts de la population. Les habitants doivent pouvoir décider de ce qui est bon pour leur quartier et ce qui peut répondre à leurs besoins !

DÉFENDONS DES SERVICES PUBLICS DE QUALITÉ : DES MOYENS POUR LES COLLECTIVITÉS !



Les collectivités territoriales sont de plus en plus en difficulté financière. Elles ont connu 13 ans de gel de la dotation globale de fonctionnement (DGF) versé aux communes, intercommunalités et départements. Elles subissent de plein fouet la politique libérale de l'UE, acceptée par nos gouvernements, qui a mis fin au tarif réglementé de l'électricité en 2020 et de celui du gaz en juillet 2023 pour enrichir les actionnaires d'entreprises de l'énergie. L'inflation actuelle à 5 % n'a fait que rajouter à ces difficultés.

Le gouvernement a augmenté la DGF de 320 millions en 2023 et compte l'augmenter de 220 millions en 2024, mais c'est une goutte d'eau. Rien que le budget électricité des collèges de l'Aude (41^e département le moins peuplé) a augmenté de 3 millions cette année. Des écoles vont-elles faire cours en distanciel ou dans le froid faute de budget cet hiver ? Des élus locaux ont demandé à l'État d'agir et de réindexer la DGF sur l'inflation, ce qui était le cas jusqu'en 2013.

PLUS DE DÉCENTRALISATION POUR PLUS DE SERVICES PRIVATISÉS

Une partie d'entre eux, de droite surtout, sont bien hypocrites et soutiennent les

politiques d'austérité. Ils soutiennent toutes les politiques qui visent à privatiser nos services publics en utilisant toujours la même stratégie de couper les moyens pour dire que ça ne fonctionne pas. Valérie Pécresse pour la région IDF a appelé à un choc de décentralisation pour gérer plus de services public avec des écoles primaires privés, des profs de lycée sans diplôme d'enseignant, etc. Le but est de pouvoir plus facilement privatiser ce qui sera devenu compétence des collectivités dans des conseils régionaux ou intercommunalités toujours plus éloignés des citoyens comme cela a été le cas pour la gestion de l'eau.

Le résultat, on le voit en Angleterre en ce moment ! Des dizaines d'écoles sont fermées pour risque d'effondrement, des eaux usées non traitées ont été rejetés dans la mer et Birmingham, la deuxième ville du pays, s'est déclarée en faillite en septembre.

Les travailleurs ont besoin de services publics de qualité et ne peuvent pas se payer des cliniques ou écoles privées. Nous devons organiser la défense de chaque service menacé avec les habitants, les usagers, et les territoriaux. Mais également lutter pour des moyens à la hauteur des besoins pour un accès égal pour tous et toutes.

■ MATTHIAS

ÎLE-DE-FRANCE : L'ARGENT PUBLIC OFFERT AUX ACTIONNAIRES

Au travers du Schéma Directeur de la Région Île-de-France (SDRIF) planifiant l'aménagement d'ici 2040, Valérie Pécresse et la droite, qui dirigent la région depuis 2015, ont un but clair : mettre le territoire et son budget au service des capitalistes.

Les transports ? Des projets inutiles pour offrir des chantiers publics aux grands groupes, comme la ligne 18 du métro ; et la privatisation de la RATP, bus et métros. Le logement ? La limitation du nombre de logements sociaux,

pour que les bailleurs privés puissent se gaver en augmentant les charges et les loyers. L'artificialisation des sols ? Le droit aux promoteurs de « compenser » en plantant 3 arbres ; et l'urbanisation forcée de terres agricoles fertiles, comme celles du Triangle de Gonesse.

Cette « politique d'attractivité » ne vise pas la hausse du niveau de vie des franciliens, mais juste celle des profits des actionnaires, auxquels elle distribue notre argent public.

■ JOHN



UNE BELLE JOURNÉE SOCIALISME À MONTÉLIMAR !



Le samedi 21 octobre, nous avons accueilli Socialisme, la journée annuelle de la Gauche Révolutionnaire, une journée de discussions et de débats, ouverte à tous, pour échanger sur des thématiques qui nous sont chères. Nous avons donc eu la possibilité de discuter au sujet des guerres

dans le monde, de l'écologie puis du racisme, avec à chaque fois de belles interventions par nos camarades de toute la France. La journée s'est terminée par un meeting sur le thème du socialisme avec nos propositions pour en finir avec le capitalisme, et un bon aligot partagé dans une soirée festive.

POURQUOI J'AI REJOINT LA GAUCHE RÉVOLUTIONNAIRE

■ JO

J'ai découvert la Gauche Révolutionnaire pendant les mobilisations contre la loi Sécurité Globale grâce à une proche. La lecture du journal et les premières discussions m'ont permis de prendre réellement conscience de la lutte des classes, de sa place centrale dans la lutte contre le capitalisme et de la nécessité de politiser les travailleurs.

J'ai rejoint la GR au bout de quelques mois en ayant la ferme conviction que le capitalisme ne disparaîtra pas tout seul et que la lutte contre ce système doit être structurée. La tâche des militants est de discuter avec les travailleurs dans le but

de les re-politiser et d'appeler à construire un parti de masse des travailleurs contre le capitalisme et pour le socialisme, car proposer de sortir du capitalisme sans proposer un autre système est inutile.

La GR est membre du Comité pour une Internationale Ouvrière, un point essentiel car la lutte doit avoir une vision internationale, avec des échanges entre les militants du monde entier.



REJOIGNEZ LA GR !

Contactez-nous pour discuter avec nous et nous rejoindre !

Appelez-nous/SMS au : 07.81.32.75.89
Par mail : contact@gaucherevolutionnaire.fr

JE SOUHAITE PRENDRE CONTACT

- RECEVOIR LA NEWSLETTER
- RENCONTRER UNE MILITANTE OU UN MILITANT
- REJOINDRE LA GAUCHE RÉVOLUTIONNAIRE

JE SOUHAITE M'ABONNER À L'ÉGALITÉ

- ABONNEMENT FRANCE, 1 AN15 €
- ABONNEMENT FRANCE, 1 AN (SOLIDARITÉ)20 €
- ABONNEMENT INTERNATIONAL, 1 AN30 €

JE SOUHAITE AUSSI SOUTENIR LA G.R.

- _____ € PAR CHÈQUE > À L'ORDRE DE VJE
- _____ € PAR VIREMENT > SUR LE COMPTE BRED
N° FR76 1010 7003 7000 2327 0076 061

Retournez ce coupon à : **Les amis de l'Égalité**
82 rue Jeanne d'Arc, Centre 166
76000 Rouen

NOM / PRÉNOM : _____
ADRESSE MAIL : _____
TÉLÉPHONE : _____
ADRESSE POSTALE : _____

Vous pouvez aussi nous contacter, faire un don et vous abonner à L'Égalité sur notre site :
WWW.GAUCHEREVOLUTIONNAIRE.FR

IL VIENT DE SORTIR ! LISEZ NOTRE NOUVEAU LIVRE !

Disponible pour 8,50€ auprès des militant-es ou en ligne

■ PIERRE

Le nouveau livre publié par la Gauche Révolutionnaire, *Quand les masses se soulèvent - La Grande révolution française 1789-1815* par Peter Taaffe, est désormais disponible ! Un ouvrage dans l'intérêt des travailleurs, et particulièrement des jeunes.

1789 c'est l'éclatement du féodalisme moribond. Les exploités n'arrivaient plus à calmer les besoins des exploités, aboutissant à la révolution la plus célèbre de l'Histoire d'Europe occidentale. Comprendre tout ça, c'est cerner notre propre situation ; un capitalisme moribond, et des exploités qui n'arrivent plus à donner l'illusion que leur système pourrait subvenir à nos besoins...

Bien sûr il ne s'agit pas d'inciter les lecteurs à rejouer 1789 à la virgule près. Car si comparer les années 1780 à nos jours est vite tentant (et souvent tenté), une révolution ne se décalque pas trait pour trait sur une autre révolution. Chacune part d'un contexte pré-

cis, d'une composition différente des classes sociales, se déroule à sa propre façon, etc.

Néanmoins, comprendre 1789 reste primordial. C'est comprendre que la lutte révolutionnaire contre l'aristocratie comportait en son sein la lutte entre la bourgeoisie et le prolétariat. C'est réaliser le pouvoir des masses de changer le système en profondeur ; c'est concevoir la révolution comme nécessaire pour en finir avec l'oppression, et aller vers le socialisme.

N'hésitez pas à te procurer ce livre et à en discuter avec les militants de la Gauche Révolutionnaire !

Scannez ce code pour acheter le livre en ligne



LA GAUCHE RÉVOLUTIONNAIRE : QUI SOMMES-NOUS ?

La GR est une organisation marxiste et révolutionnaire qui se bat pour un monde débarrassé de la guerre, de la misère, et de l'exploitation. Nous lut-

tons internationalement pour l'établissement du véritable socialisme, le pouvoir aux travailleurs, avec nos organisations-sœurs du Comité pour une

internationale ouvrière (CIO/CWI) dans une vingtaine de pays sur cinq continents.

LIRE LA SUITE ►



CE POUR QUOI NOUS LUTTONS

TRAVAIL, SALAIRE

- Un salaire décent pour toutes et tous : + 300 € d'augmentation ; aucun revenu sous 1 600 € net.
- Zéro suppression d'emplois ! Pour la mise en propriété publique des groupes qui licencient ! Embauches massives dans les services publics (Santé, environnement...)
- Un emploi pour tous : baisse du temps de travail à 32h, sans perte de salaire et avec embauches équivalentes ! Pas de contrat précaire ou de temps partiel imposé !
- Prenons dans les profits du CAC 40 (172 milliards d'euros de profits en 2022 !) pour financer l'emploi, aider les artisans/TPE. Ouverture des livres de comptes des grandes entreprises pour contrôler où va l'argent.
- Retraite à 60 ans (55 pour les métiers qui l'exigent) après 37,5 annuités de cotisation. Pas une pension sous le SMIC !
- Pour la gestion démocratique de la Sécurité sociale par les travailleurs.

SANTÉ

- Arrêt des politiques de casse de la Santé et des services publics. Nationalisation, sous le contrôle démocratique des travailleurs et de la population, de tout le secteur de la Santé (multinationales du médicament, groupes privés de maisons de retraite/Ehpad, etc).
- Pour un monopole de service public de la Santé avec des moyens à la hauteur des besoins définis démocratiquement.

ÉDUCATION

- Pour une Éducation publique, gratuite et de qualité pour toutes et tous, 15 élèves par classe max, embauche massive de personnel de la maternelle à l'Université !
- Abrogation de Parcoursup et de toutes les mesures de sélection, pour des facs gratuites et ouvertes à toutes et tous !

DROITS DÉMOCRATIQUES

- Non aux restrictions sur le droit de grève et de manifester !

- Contre les violences policières et le racisme. Non au flicage et à la surveillance de la population.
- Contre toutes les discriminations (genre, origine, religion, orientation sexuelle, etc.) !

LOGEMENT

- Un logement décent pour toutes et tous. Réquisition des logements vides. Aucune expulsion, nationalisation des groupes immobiliers pour mettre les logements à disposition de la population.
- De vrais moyens pour l'assistance sociale et l'aide d'urgence.

POUR UNE LUTTE DE MASSE

- Les confédérations syndicales doivent être les premières à défendre les travailleurs, faire campagne pour les salaires, conditions de travail... Elles doivent organiser une lutte de masse contre toute la politique du gouvernement.
- Pour la construction de syndicats combattifs et militants !

POUR UN NOUVEAU PARTI DE MASSE DES TRAVAILLEURS

- Contre les capitalistes et leurs partis, il nous faut un parti à nous, un outil vivant et démocratique, ouvert à toutes et tous, travailleurs, syndicalistes, jeunes, retraités, pour défendre un programme de lutte commun contre les politiques qui détruisent nos vies et notre environnement pour les seuls profits des ultra-riches.

POUR LE SOCIALISME !

- Expropriation et nationalisation des 500 plus grandes entreprises, sous le contrôle démocratique des travailleurs et de la population pour réorganiser démocratiquement l'économie en fonction des besoins de la population.
- Pour une société débarrassée de la dictature du profit et de l'exploitation, contre ce système qui ne crée que la misère et la guerre, et encourage le sexisme, le racisme, et les discriminations, luttons pour le socialisme par une révolution de masse !

PETER TAAFFE QUAND LES MASSES SE SOULÈVENT



La Grande révolution française
1789 - 1815

manifest.

DONNEZ AU FONDS DE LUTTE DE LA GR !

Notre organisation lutte contre le capitalisme et le gouvernement qui est à son service. Nous ne recevons donc aucun financement de l'État ! Mais ça implique que pour continuer d'avoir notre indépendance financière, donc politique, on a besoin d'argent pour publier notre journal que

vous êtes nombreuses et nombreux à lire, imprimer des tracts, des affiches, se déplacer dans des nouvelles villes... Chaque euro donné c'est aider à diffuser notre programme ! Si vous voulez nous soutenir c'est le moment ! Pour nous donner les moyens d'en faire encore plus !

CHAOS AU SAHEL APRÈS DIX ANS DE PRÉSENCE MILITAIRE FRANÇAISE

■ CÉCILE RIMBOUD

En 2013, Hollande lançait les opérations militaires Serval puis Barkhane au Sahel, poursuivie par Macron jusqu'en 2022. Le prétexte : lutter contre les groupes terroristes dans la région. Dix ans après, la France a fermé ses bases en Centrafrique, au Mali et au Burkina Faso. Le retrait des 1 500 soldats encore présents au Niger est en cours. Bilan de ces opérations à près d'un milliard d'euros par an : le nombre de groupes terroristes, de morts ; la violence et l'instabilité n'ont jamais été aussi importants dans la région.

L'intervention militaire impérialiste française n'a jamais eu pour but d'éradiquer le terrorisme. Car cela nécessiterait de s'en prendre aux racines du problème : la pauvreté, le sous-développement économique et l'aliénation des populations. Mais tout cela existe précisément car l'impérialisme français a toujours soutenu et financé les régimes corrompus (Bazoum au Niger, Bongo au Gabon, IBK au Mali, Compaoré au Burkina...) qui ont créé et nourri cette situation pour leur propre bénéfice et celui des multinationales françaises.

Tous ces régimes ont été balayés, contribuant à la crise de



l'impérialisme français. Une crise aussi économique : les entreprises françaises perdent de plus en plus de parts de marché en Afrique.

D'OU VIENDRA LA SOLUTION ?

Aucune solution ne peut venir ni des impérialistes, ni des régimes militaires qui ne s'intéressent qu'à leur petit pouvoir, en faisant croire que le départ militaire de la France va arranger les problèmes alors qu'ils ne veulent rien changer fondamentalement.

Les masses elles-mêmes – travailleurs, jeunes, pauvres – sont les seules à pouvoir se libérer du



Aucune solution ne peut venir ni des impérialistes, ni des régimes militaires

terrorisme, de la misère, de la corruption et développer leurs propres pays, en s'organisant pour défendre leurs propres intérêts face aux régimes pro-capitalistes, aux impérialistes (qu'ils soient français, US, russes,

chinois ou autres) ; y compris en organisant démocratiquement leur auto-défense face à la terreur. Il faudra créer de nouveaux partis de masse, avec un programme pour la planification socialiste et démocratique de l'économie par les travailleurs eux-mêmes en expropriant banques et multinationales et dégageant les dirigeants corrompus – militaires ou civils.

En France, le meilleur soutien que nous pouvons montrer est de lutter contre notre propre impérialisme. Pas un soldat, pas un euro pour les menées guerrières de l'impérialisme français ! Pour l'autodétermination démocratique des peuples !

LUTTE DES CLASSES AUX US : UNE PÉRIODE EXPLOSIVE



■ SKÁLD

Cette année 2023 marque le retour de la classe ouvrière US dans les luttes. Les grèves massives ont eu lieu tout au long de l'année et marquent une période extrêmement éruptive aux États-Unis.

Les travailleurs de l'automobile ont mené une lutte exemplaire dans l'ensemble du pays, la première grève coordonnée de l'histoire du syndicat UAW, avec presque 50 000 grévistes. Sept semaines de grève à Ford, Stellantis et General Motors pour de meilleures conditions de travail et d'importantes augmentations

de salaires. Une augmentation de 25 % sur 4 ans a été obtenue, les intérimaires devraient avoir leurs contrats et le droit de grève a été gagné pour lutter contre les fermetures de sites. C'est un pas en avant pour la classe ouvrière US. La mobilisation paie et instaure un climat propice aux grèves. La classe ouvrière de l'automobile montre la voie et en inspire d'autres.

LA CONTAGION DE LA GRÈVE

Les grèves massives aux États-Unis ont pour socle les salaires et de meilleures conditions de travail. 60 000 travailleurs de l'hôtellerie-restauration à Las Vegas

ont voté pour organiser une grève massive du secteur, incluant les hôtels et les casinos. Le secteur de la pharmaceutique a été marqué en octobre par la plus grande grève de son histoire, mobilisant jusqu'à 75 000 travailleurs du groupe Kaiser Permanente, et prévoyant une reprise du mouvement pour novembre.

En août, la grève des travailleurs d'UPS a fait gagner aux 340 000 employés du groupe une augmentation globale de 2,75 à 7,50 \$ de l'heure, soit plus de 15 000 \$ à l'année pour les travailleurs à temps plein. Cela illustre parfaitement la brèche ouverte par le climat de lutte qui s'installe progressivement aux États-Unis.

LA CLASSE OUVRIÈRE DOIT S'ORGANISER !

Le mouvement syndical doit utiliser cette brèche et se coordonner. Les syndicats doivent redécouvrir les actions de syndicalisation telles que les grèves de solidarité pour soutenir d'autres syndicats comme l'UAW. Et pour développer ces mobilisations, dans les villes où les travailleurs

sont en lutte, l'UAW et d'autres syndicats devraient également former des comités de solidarité pour organiser les travailleurs non syndiqués, les organisations de quartier et les forces politiques favorables à la grève, afin de soutenir activement la grève. Ces comités pourraient attirer d'autres soutiens aux piquets et rassemblements de masse, collecter des fonds pour les grévistes et leurs familles et aider à défendre les occupations sur les lieux de travail. Les comités de solidarité pourraient également constituer la base d'une future organisation syndicale sur des lieux de travail non encore syndiqués.

Aujourd'hui, aux États-Unis, rien ne permet de challenger politiquement Biden, Trump et les capitalistes. Pourtant, les réactions du gouvernement américain, contraint d'applaudir chaque accord trouvé entre syndicats et patrons, et le patronat qui grince des dents à chaque négociation, témoignent de la peur des dirigeants face à une classe ouvrière organisée. Un terreau fertile pour les mobilisations et l'organisation des travailleurs !

SOULÈVEMENT AU GUATEMALA !

Depuis début octobre, le peuple guatémaltèque se soulève contre la tentative de la droite réactionnaire et de l'État bourgeois d'invalider la large élection (61%), en août dernier, du candidat de centre gauche, Bernardo Arévalo.

L'investiture doit se faire 6 mois après les élections, soit le 14 janvier 2024. Mais les éléments d'un coup d'État (institutionnel) sont mis en œuvre par une coalition rassemblant les milieux financiers, les grands propriétaires terriens, les évangélistes, l'extrême droite, l'armée et la procureure générale, qui mène une attaque en règle contre Arévalo.

La bourgeoisie conservatrice et réactionnaire n'entend pas laisser le pouvoir qu'elle détient depuis 40 ans... alors même que Bernardo Arévalo ne remet nullement en cause le capitalisme dans le pays. Mais la bourgeoisie défend ses intérêts

et n'entend pas faire la moindre concession, surtout dans une situation économique incertaine.

La classe ouvrière et les communautés autochtones se mobilisent en masse par des manifestations, des blocages de routes, en attaquant des bâtiments officiels, en particulier ceux de la justice.

La situation au Guatemala prouve une chose : la bourgeoisie n'a que faire de la démocratie (bourgeoise), qu'elle ne défend que lorsque celle-ci lui permet d'exercer sa domination politique et faire perdurer l'exploitation des travailleurs et des travailleuses. C'est à la classe ouvrière avec les différentes couches populaires de défendre les maigres acquis démocratiques arrachés de hautes luttes, de les conserver et développer au travers de la révolution socialiste.

■ YANN VENIER



L'EAU À MAYOTTE : UN TRAITEMENT NÉOCOLONIAL

À Mayotte, les réserves d'eau sont quasiment à sec, et des coupures quotidiennes ont lieu depuis le mois de mai. Mais même quand l'eau est à nouveau disponible, elle est souillée, car le réseau d'assainissement est défectueux. Le traitement sécuritaire autour de ce problème par l'État français démontre encore sa nature néocoloniale.

La situation est explosive, 77 % de la population vit sous le seuil de pauvreté, et 30 % des ménages n'ont pas accès à l'eau courante. Sans eau, sans argent pour en acheter (l'accès à certaines fontaines publiques est payant...), avec la crise du système de santé, la situation sanitaire s'aggrave et devient incontrôlable surtout dans les nombreux bidonvilles.

La distribution de bouteilles d'eau se fait de façon discriminatoire, il faut montrer ses

papers pour y avoir droit, et elles sont encadrées par les forces armées. À cela s'ajoute la chasse aux sans-papiers et la répression renforcée depuis l'opération Wuambushu.

Des Mahorais exaspérés du manque de tout s'en prennent aux sans-papiers, les empêchant d'entrer dans les hôpitaux et centres de soin. Le risque d'explosion sociale et de dérives racistes est aussi très inquiétant.

L'État français a abandonné la population, a nié le problème et n'y intervient maintenant que pour réprimer et sans investissements à long terme. Il revient aux organisations du mouvement ouvrier de lutter pour unifier les travailleurs et pauvres par delà les divisions d'origines contre la gestion néocoloniale de Mayotte.

■ VIRGINIE PRÉGNY



STOP À LA GUERRRE ! NON AU RACISME !

ORGANISONS-NOUS !

Pour les uns, c'est l'abondance, des sorties en jet-ski, des vacances au soleil sous les tropiques, voire des voyages dans l'espace ; et pour les autres, l'écrasante majorité de l'humanité, les conditions de vie se dégradent, au travail, dans les études, et les relations humaines se tendent. Tout simplement, cela devient difficile de pouvoir se loger, manger correctement et être en sécurité. À cela s'ajoute l'instabilité mondiale, faite de toujours plus de guerres et de conséquences dramatiques liées au changement climatique.

LE RACISME : UNE MARQUE DE FABRIQUE DE MACRON

En France, le gouvernement fait tout son possible pour que

toute une partie de la population soit perçue comme « dangereuse » pour la société et suspecte. Les jeunes issus d'origine étrangère, notamment musulmans (ou vus comme tels), sont systématiquement assimilés à des terroristes potentiels. Les Macron, Darmanin, Le Pen et compagnie pointent du doigt les étrangers et les migrants pour les rendre responsables de tous les problèmes. Leur politique est un désastre qui attise la haine et les divisions racistes et antisémites, surtout dans le contexte de la guerre Israël-Gaza.

Le gouvernement va utiliser les débats autour de la loi immigration de Darmanin. Ils ne vont pas se priver d'inventer de nouvelles polémiques stupides (comme avec l'abaya) pour éviter de parler des conséquences concrètes de

leur politique. Si nous nous laissons diviser, ils vont continuer à faire augmenter le racisme pour mieux casser les droits sociaux et augmenter les inégalités.

UN SYSTÈME INCAPABLE DE FOURNIR UNE EXISTENCE DIGNE À L'HUMANITÉ !

Ce système engendre des guerres, comme en Ukraine ou encore aujourd'hui à Gaza. Il montre le mépris de la bourgeoisie pour les peuples. Ces guerres n'ont pas pour objectif de défendre les droits de l'Homme et le bien commun, mais les intérêts des capitalistes qui pillent le monde entier pour leurs profits ou la défense de leurs intérêts. Le capitalisme ne peut ni être amélioré, ni aménagé.

C'est pour cela que la Gauche Révolutionnaire et le CIO (le Comité pour une Internationale Ouvrière), notre organisation marxiste révolutionnaire, luttons pour une autre société.

La révolution russe de 1917 avec les bolcheviques avait permis de mettre fin à la Première Guerre mondiale et de poser les bases d'une nouvelle société pour l'Humanité toute entière. Le CIO et la GR se revendiquent des idées socialistes et communistes portées par cette révolution et combattent sur tous les continents avec ces perspectives qui sont la seule alternative à cette société injuste et barbare.

Ça paraît logique qu'il faille organiser la société d'une autre façon. Alors pourquoi ce n'est pas encore le cas ? Parce que le capitalisme et son fonctionnement, basé sur la propriété privée des moyens de production, sert les intérêts d'une minorité

d'individus, qui ne veulent pas changer leur situation. Et ça entraîne l'exploitation du reste de la population. Pour ça, ils profitent de nos divisions, sur la base de couleur de peau, de conditions de travail, de salaires, de religion, et bien d'autres. Organisons-nous !

FACE AUX CAPITALISTES ET AUX IMPÉRIALISTES, LUTTONS POUR UNE AUTRE SOCIÉTÉ : LE SOCIALISME !

Que tu sois en France ou ailleurs, rejoins la Gauche Révo-

lutionnaire et notre internationale, et viens mener ce combat avec nous. Luttons pour une société socialiste démocratique, la seule capable de porter l'émancipation de toute l'Humanité. Rejoins-nous !

■ ELE, LEILA ET LÉON

★ PRENEZ CONTACT !

☎ 07. 81. 32. 75. 89

✉ contact@gaucherevolutionnaire.fr

🌐 Facebook, Twitter, Instagram, Youtube...
Chercher « Gauche révolutionnaire »

🏠 Les Amis de l'Égalité, 82 rue Jeanne d'Arc
centre 166, 76000 Rouen

🌐 www.gaucherevolutionnaire.fr



📞 Contactez-nous !

